

PIERRE MOSCOVICI MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.economie.gouv.fr

Paris, le 11 avril 2013 N° 543

Déclaration de Pierre MOSCOVICI à l'issue de la visite à Bercy de MM. Gilles CARREZ et Philippe MARINI

MM. Gilles CARREZ et Philippe MARINI, sont venus à Bercy pour vérifier les prétendues informations publiées par *Valeurs Actuelles* aujourd'hui et que j'ai démenties ce matin avec la plus grande force.

Conformément au droit, à la tradition républicaine et à mon souci constant de transparence dans ce dossier, les présidents des Commissions des finances des deux Assemblées ont été reçus par le Directeur général des finances publiques, Bruno BEZARD, et les membres de son équipe. L'entretien a duré 1h45.

Je retiens des déclarations de MM. CARREZ et MARINI, à l'issue de cet entretien approfondi, qu'ils n'ont trouvé aucun élément venant confirmer les allégations mensongères de *Valeurs Actuelles*. Ils ont entendu qu'il n'y a eu aucune opération secrète de la part de l'administration fiscale et, évidemment, aucune information qui ait été portée à ma connaissance au mois de décembre 2012.

Philippe MARINI a également expliqué que l'expression « *Muraille de Chine* », qui a été détournée de son sens de façon pour le moins légère par *Valeurs Actuelles*, signifie que l'administration fiscale a mis en place toutes les procédures nécessaires pour que Jérôme CAHUZAC soit traité comme un contribuable normal et que le traitement de son cas soit isolé de ses responsabilités ministérielles du moment. Ce point ne fait plus, lui non plus, de contestation.

Compte tenu de la gravité des accusations qui ont été portées contre moi et l'administration fiscale par *Valeurs Actuelles*, je vais porter plainte en diffamation contre cette publication. Cette polémique stérile et malveillante doit donc immédiatement cesser. Et le feuilleton doit s'arrêter.

Pour le reste, MM. MARINI et CARREZ font état de divergences d'interprétation sur les explications que je leur ai fournies, et qu'évidemment je maintiens intégralement. L'administration fiscale, dans l'affaire CAHUZAC, a travaillé, sous mon autorité, avec vigueur, rigueur, diligence et rapidité. Je me tiens à la disposition du Parlement, selon les formes qu'il déterminera, pour démontrer que j'ai fait, dans mes fonctions et dans le cadre de cette affaire, tout ce que je pouvais et tout ce que je devais, dans le respect du droit.

Contacts presse :

Cabinet de Pierre MOSCOVICI:

Safia OTOKORÉ: 01.53.18.40.82 - <u>safia.otokore@cabinets.finances.gouv.fr</u>
Laurent FARY: 01.53.18.41.84 - <u>laurent.fary@cabinets.finances.gouv.fr</u>

